

# Retour sur la crise sanitaire et la vaccination contre la Covid-19

Cette note, rédigée par Patrick Peretti-Watel, Pierre Verger et Jeremy Ward présente les résultats préliminaires de la première enquête issue du projet ICOVAC (financement : ANRS- Maladie Infectieuses Emergentes, dir. P. Peretti-Watel et Jeremy Ward). L'enquête a été conduite par l'Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le questionnaire a été conçu par les auteurs. La collecte des données, leur analyse et la production de cette note ont bénéficié du soutien de Cyril Bérenger (Gestionnaire de bases de données, ORS PACA), Sébastien Cortaredona (Statisticien, AMU, IRD), Sophie Privault (ingénieure d'étude, CNRS), Gwenaelle Maradan (Responsable de la plateforme d'enquête, ORS PACA) et Bilel Mebarki (Infographiste, ORS PACA).

L'enquête ICOVAC Vague 1 s'est déroulée entre le 19 juillet et le 14 août 2023, auprès d'un échantillon de 4303 personnes, représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine selon l'âge, le sexe, la catégorie socioprofessionnelle, la taille de l'agglomération et la région de résidence (méthode des quotas).

Pour citer cette note : Peretti-Watel P., Verger P., Ward J.K., Enquête ICOVAC Vague 1 : retour sur la crise sanitaire et la vaccination contre la Covid-19, CNRS-INSERM-ORS-PACA, 9 pages, septembre 2023.

## Principaux résultats

- Les Français restent très partagés sur la gestion de la crise sanitaire et, en 2023, le temps passant, ils semblent en euphémiser la gravité. Désormais, pour 40 %, le premier confinement était excessif (36 % en 2022) et, pour 39 %, il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé (33 % en 2022). Inversement, ils sont moins nombreux cette année à juger que le passe sanitaire était nécessaire (54 %, contre 59 % en 2022) et que nous avons enlevé les masques trop tôt au printemps 2022 (39 %, contre 52 %).
- S'agissant des soignants qui ont refusé la vaccination contre la Covid-19, ici encore, les avis sont partagés, mais globalement les Français soutiennent ces soignants récalcitrants plus souvent qu'ils ne les accablent. En particulier, 69 % considèrent qu'ils ont simplement exercé leur libre-arbitre, comme tout citoyen.
- Parmi les adultes qui ont été vaccinés contre la Covid-19, aujourd'hui près de la moitié (46 %) a encore des doutes sur le vaccin reçu. C'est plus souvent le cas des femmes et des moins de 50 ans.
- La Covid-19 apparaît de plus en plus banalisée. A l'été 2022, 54 % des Français considéraient que désormais elle n'était pas plus grave que la grippe. Un an plus tard, ils sont 68 % à partager cette opinion.
- Seule une petite moitié des Français se dit favorable à un vaccin bivalent grippe-Covid-19 proposé chaque hiver : 48 % y sont favorables, 37 % y sont défavorables, 15% ne se prononcent pas.
- Les vaccins à ARN messenger suscitent de fortes incertitudes parmi les Français : beaucoup ne se prononcent pas à leur égard. Ils suscitent aussi des réactions ambivalentes : 62 % des enquêtés soulignent que l'on ignore encore beaucoup de choses sur les effets indésirables à long terme de ces vaccins, mais, pour 51%, l'ARN messenger est une technologie prometteuse pour la médecine de demain. Une majorité relative estime aussi qu'en cas de nouvelle épidémie, les vaccins à ARN messagers seront très utiles. Enfin un Français sur cinq pense que ces vaccins modifient notre ADN.

## Sommaire

---

Principaux résultats.....	1
Retour sur la crise sanitaire et sa gestion.....	3
Le cas des soignants qui ont refusé la vaccination.....	5
La vaccination contre la Covid-19 aujourd’hui.....	6
Les vaccins à ARN messenger.....	7
Le projet ICOVAC.....	8

## Retour sur la crise sanitaire et sa gestion

Dans cette enquête, une première série de questions rétrospectives revenait sur la crise sanitaire et certaines des mesures phares de sa gestion, dans un ordre chronologique (cf. Figure 1) : le premier confinement du printemps 2020, la politique de dépistage massif (avec un pic de nombre de tests par jour supérieur à 700 000 pour la première fois la veille du Noël 2020 et deux fois plus élevé au Noël suivant), la campagne de vaccination en population générale adulte à partir du printemps 2021, l'obligation vaccinale décrétée pour les soignants et la mise en place du passe sanitaire à l'été 2021, l'élargissement de la campagne aux enfants à la fin de la même année et, enfin, l'abandon du port du masque dans la plupart des lieux publics clos au printemps 2022.

Les réponses recueillies montrent que **les Français sont encore très partagés sur ces mesures**, puisqu'aucune des assertions proposées ne fait consensus. Tout d'abord, trois ans après, 40 % des enquêtés se déclarent d'accord avec l'assertion selon laquelle « le premier confinement était une mesure excessive », tandis que 56 % ne sont pas d'accord (4 % ne se prononcent pas). De même, 46 % estiment qu'on a trop testé les gens contre le Covid-19 et 48 % rejettent cette opinion ; 39 % jugent qu'il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé et 54 % ne sont pas d'accord ; 47 % pensent qu'il n'aurait pas fallu obliger les soignants à se faire vacciner et 47 % également défendent au contraire cette obligation ; 54 % estiment que le passe sanitaire était nécessaire contre 40 % qui sont en désaccord ; enfin, pour 39 %, « nous avons enlevé nos masques trop tôt au printemps 2022 », contre 55 % en désaccord. **La vaccination des enfants se distingue ici à double titre, puisque les réponses sont à la fois plus déséquilibrées et plus souvent indécises** : 58 % des enquêtés rejettent l'assertion selon laquelle il aurait fallu les vacciner davantage, contre 27 % seulement qui se disent d'accord, soit un écart de plus de trente points de pourcentage, tandis que 15 % ne se prononcent pas sur cette question (contre 4 % à 7 % pour les autres items).

**Figure 1. Opinions sur la gestion de la crise sanitaire, juillet-août 2023 (ICOVAC, vague 1, N=4303).**

### Le premier confinement était une mesure excessive



### On a trop testé les gens contre le COVID-19



### Il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé



### On n'aurait pas dû obliger les soignants à se faire vacciner



### Le passe sanitaire était une mesure nécessaire



### Il aurait fallu vacciner davantage les enfants



### Au printemps 2022, nous avons enlevé nos masques trop tôt



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord  
■ Pas du tout d'accord ■ Vous ne savez pas

La plupart de ces questions ont été posées dans des enquêtes antérieures, en particulier lors de la cinquième vague du projet SLAVACO<sup>1</sup>, pile un an auparavant. Les évolutions observées sont généralement modestes, mais vont presque toujours dans le même sens. La proportion de personnes critiques à l'égard du premier confinement progresse de 36 % à l'été 2022 à 40 % à l'été 2023, celle des personnes jugeant « qu'on a trop testé » recule à peine (49 % à l'été 2022, 46 % en 2023), tandis que la proportion d'enquêtés qui estiment qu'il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé passe de 33 % à 39 %, et que le soutien au passe sanitaire recule (considéré comme nécessaire par 59 % des enquêtés en 2022, contre 54 % cette année). L'évolution la plus nette concerne les masques : en 2022, 52 % jugeaient que nous les avons enlevé trop tôt au printemps 2022, contre 39 % en 2023. Ces évolutions suggèrent que, **un an après, les Français sont devenus un peu plus critiques à l'égard de la gestion de la crise, peut-être parce que la gravité perçue de la pandémie s'estompe, puisqu'ils sont aujourd'hui nettement moins enclins à juger trop précoce la fin de l'obligation du port du masque au printemps 2022.**

Ces opinions varient peu selon le genre des enquêtés, si ce n'est que les femmes sont plus souvent hostiles à l'assertion selon laquelle il aurait fallu davantage vacciner les enfants (64 % ne sont pas d'accord, contre 52 % des hommes). S'agissant de l'âge, **les plus de 65 ans se déclarent plus souvent favorables aux mesures prises** : ils répondent moins fréquemment qu'on a trop testé les gens (42 %, contre 52 % des 35-50 ans), qu'il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé (29 %, contre 47 % des 35-50 ans) et qu'il ne fallait pas obliger les soignants à se faire vacciner (35 %, contre 54 % des 18-34 ans), tandis qu'ils jugent plus souvent que le passe sanitaire était nécessaire (66 %, contre 45 % des 18-34 ans).

Par ailleurs, **ces opinions restent socialement différenciées**. Par exemple, les travailleurs indépendants sont plus critiques à l'égard du premier confinement (56 % le jugent excessif, contre 45 % des ouvriers et 36 % des cadres) et du dépistage massif (61 % estiment qu'on a trop testé les gens, pour 52 % des ouvriers et 47 % des cadres). De même, les enquêtés dont le ménage ne dispose que de 1500 euros ou moins par mois considèrent plus souvent qu'il était inutile de vacciner les adultes en bonne santé (51 % d'entre eux, contre 28 % de ceux dont le ménage a des revenus mensuels d'au moins 4000 euros) et qu'il n'aurait pas fallu rendre la vaccination obligatoire pour les soignants (56 % contre 37 %) ; inversement, ils défendent moins fréquemment le passe sanitaire (45 % estiment qu'il était nécessaire, contre 60 % des plus aisés).

Enfin, à la question « Pensez-vous que l'épidémie de COVID-19 a été gérée de manière suffisamment démocratique ? », seuls 8 % des enquêtés répondent « tout à fait d'accord », 32 % répondent « plutôt d'accord », 26 % « plutôt pas d'accord » et 25 % « pas du tout d'accord » (9 % ne se prononcent pas). Sur ce sujet également les opinions sont donc très partagées, avec une majorité de réponses négatives (51 %, contre 40 %) et des résultats très proches de ceux recueillis à l'été 2022 (dans SLAVACO : 49 % des enquêtés n'étaient pas d'accord, contre 41 % d'accord). On notera aussi que les réponses tranchées négatives (« pas du tout d'accord ») sont trois fois plus nombreuses que les réponses tranchées positives (« tout à fait d'accord »). Les hommes sont plus souvent d'accord (43 %, contre 37 % des femmes), de même que les plus de 65 ans (51 %, contre un tiers des moins de 50 ans), de même que les cadres (44 %, contre seulement 27 % des ouvriers) et les personnes les plus aisées (48 % parmi celles dont le ménage dispose d'au moins 4000 euros par mois, contre 33 % lorsque ce revenu ne dépasse pas 1500 euros).

<sup>1</sup> <http://www.orspaca.org/sites/default/files/note-slavaco-n5.pdf>

## Le cas des soignants qui ont refusé la vaccination

Le principe de l'obligation vaccinale pour les soignants a été voté par le Parlement en août 2021, et instauré en septembre de la même année. Cette loi prévoyait la suspension, sans salaire, des personnels non-vaccinés. Cette décision a suscité de fortes oppositions, notamment des syndicats infirmiers, et quelques milliers de soignants (moins de 4000 selon certaines estimations) ont été effectivement suspendus. Cette obligation a pris fin en mai 2023.

Plusieurs questions revenaient sur le cas des soignants qui ont refusé de se faire vacciner contre la Covid-19 (cf. Figure 2). **Ici encore les avis des Français sont partagés, mais globalement ils soutiennent ces soignants plus souvent qu'ils ne les accablent.** En effet, les deux assertions critiques à l'égard de ces soignants sont minoritaires dans notre échantillon : 37 % des enquêtés estiment qu'ils ont commis une faute professionnelle, contre 54 % qui ne sont pas d'accord et 43 % pensent qu'ils ne se souciaient pas assez de la santé de leurs patients, tandis que 50 % sont en désaccord. A l'inverse, plus de la moitié juge qu'ils étaient bien placés pour savoir s'ils avaient besoin de se faire vacciner ou non (55 % d'accord, 36 % pas d'accord) et plus des deux tiers considèrent qu'ils ont simplement exercé leur libre-arbitre, comme tout citoyen (69 % d'accord, 25 % pas d'accord).

Globalement, **les hommes sont plus critiques que les femmes à l'égard des soignants qui ont refusé de se faire vacciner, de même que les enquêtés les plus âgés, les cadres et les personnes issues des ménages les plus aisés.** Par exemple, 44 % des hommes jugent que ces soignants ont commis une faute (contre 32 % des femmes), de même que 56 % des enquêtés âgés de plus de 65 ans (contre 36 % des 18-34 ans). De même, 45 % des cadres estiment qu'ils ne se souciaient pas assez de la santé de leurs patients (contre 31 % des ouvriers). Inversement, 62 % des enquêtés dont le ménage dispose de 1500 euros par mois ou moins considèrent que ces soignants étaient bien placés pour savoir s'ils avaient besoin de se faire vacciner ou non, contre 45 % parmi les enquêtés dont le ménage a des revenus d'au moins 4000 euros mensuels.

Figure 2. Opinions sur les soignants qui ont refusé de se faire vacciner contre la COVID-19.

### Les soignants qui ont refusé de se faire vacciner contre la Covid-19...

...ont simplement exercé leur libre-arbitre, comme tout citoyen.



...étaient bien placés pour savoir s'ils avaient besoin de se faire vacciner ou non.



...ne se souciaient pas assez de la santé de leurs patients.



...ont commis une faute professionnelle.



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord  
■ Pas du tout d'accord ■ Vous ne savez pas

## La vaccination contre la Covid-19 aujourd'hui

Le questionnaire abordait aussi la vaccination contre la Covid-19, sous trois angles complémentaires : persistance éventuelle des doutes parmi les vaccinés, gravité perçue de la maladie aujourd'hui, enfin avis sur un vaccin bivalent saisonnier contre la grippe et la Covid-19.

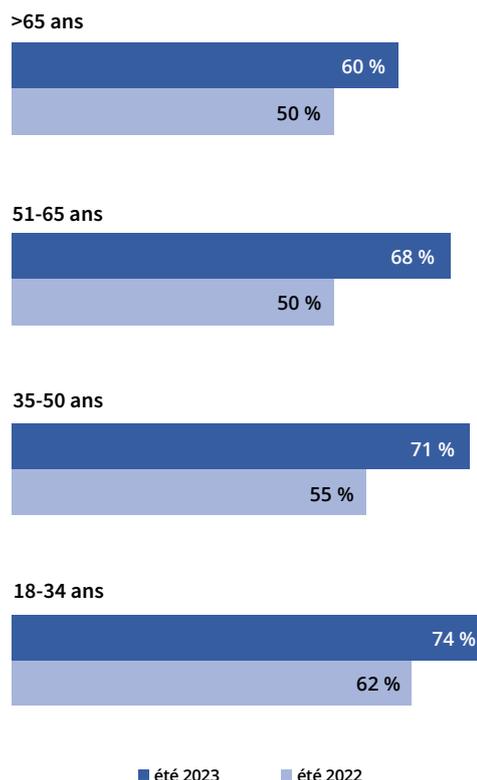
### Les réticences persistent parmi la moitié des vaccinés, tout en restant socialement différenciées.

A l'été 2022, parmi les enquêtés vaccinés contre la Covid-19, 47 % disaient avoir encore des doutes ou des réticences concernant le vaccin qu'ils ont eu et cette proportion se maintient un an après (46 % à l'été 2023). Ces doutes sont plus fréquents parmi les femmes (52 % des femmes vaccinées ont encore des doutes, contre 40 % des hommes), les moins de 50 ans (51 % des 18-34 ans, 57 % des 35-50 ans, mais « seulement » 34 % des plus de 65 ans), les ouvriers (59 %), les employés (58 %) et les indépendants (57 %, contre 47 % des cadres), ou encore parmi les moins aisés (51 % des enquêtés dont les revenus mensuels du ménage ne dépassent pas 1500 euros, 37 % de ceux pour lesquels ces revenus atteignent ou dépassent 4000 euros).

Dans le même temps, **la Covid-19 apparaît de plus en plus banalisée** : à l'été 2022, 54 % des Français étaient d'accord avec l'affirmation selon laquelle la Covid-19 n'était désormais pas plus grave que la grippe et, à l'été 2023, ils sont 68 % à partager cette opinion. Les réponses varient peu selon le profil socio-démographique, si ce n'est selon l'âge (cf. Figure 3) : l'adhésion à cette opinion décroît avec l'âge, et progresse moins rapidement chez les plus âgés.

Enfin, les enquêtés devaient se prononcer sur la proposition chaque hiver d'un vaccin bivalent contre la grippe saisonnière et la Covid-19. **Une petite moitié (48 %) des Français se dit favorable à un tel vaccin bivalent grippe-Covid-19**, 37% y sont défavorables, 15% ne se prononcent pas. **Le profil sociodémographique associé à cette opinion est le même que précédemment** : les hommes se déclarent plus souvent favorables (53 %, contre 43 % des femmes), de même que les plus de 65 ans (58 %, contre 40 % des 18-34 ans), les cadres (54 %, contre 38 % des ouvriers) et les enquêtés les plus aisés (62 % parmi ceux dont le ménage dispose d'au moins 4000 euros par mois, 39 % lorsque ce revenu mensuel ne dépasse pas 1500 euros).

**Figure 3. Proportion d'enquêtés d'accord avec l'assertion « désormais la Covid-19 n'est pas plus grave que la grippe » par tranches d'âge, juillet-août 2022 (SLAVACO vague 5, N=4004) et juillet-août 2023 (ICOVAC vague 1, N=4303).**



## Les vaccins à ARN messenger

Le questionnaire comportait également une section consacrée aux vaccins à ARN messenger. Efficaces pour prévenir les formes graves de la maladie et sûrs, ces vaccins ont joué un rôle essentiel dans le contrôle de la pandémie, en particulier en France et leur adaptabilité rapide suggère qu'ils auront encore un grand rôle à jouer à l'avenir, contre de nouveaux variants comme contre d'autres maladies. Toutefois, ces vaccins ont aussi très vite suscité des craintes spécifiques, dans la mesure où ils reposent sur une technologie méconnue et perçue comme très récente, donc sans recul et surtout relevant de l'ingénierie génétique. Rappelons donc que ces vaccins ne modifient pas le génome des cellules et ne produisent pas de cellules génétiquement modifiées et qu'ils ne constituent donc pas des thérapies géniques.

Il faut d'abord souligner que **les vaccins à ARN messenger suscitent de fortes incertitudes parmi les participants**. En effet, pour les six assertions proposées, de 23 % à 46 % de ceux-ci préfèrent ne pas prendre position (cf. Figure 4). En outre, deux assertions suscitent l'adhésion de plus de 50 % des enquêtés : « on ignore encore beaucoup de choses sur les effets indésirables à long terme des vaccins à ARN messenger » (62 % sont d'accord, 15 % pas d'accord) ; « l'ARN messenger est une technologie prometteuse pour la médecine de demain » (51 % sont d'accord, 14 % pas d'accord). Une majorité relative estime également que, « en cas de nouvelle épidémie, les vaccins à ARN messagers seront très utiles » (46 % d'accord, 19 % pas d'accord) et que « c'est grâce aux vaccins à ARN messenger que l'épidémie de Covid-19 a pu être contrôlée » (43 % d'accord, 27 % pas d'accord). Les deux dernières assertions sont les plus controversées : 31 % des enquêtés assimilent ces vaccins à des thérapies géniques, 23 % s'y refusent et 46 % ne se prononcent pas, tandis que 20 % pensent que ces vaccins modifient notre ADN, 38 % rejettent cette assertion et 42 % ne prennent pas position.

**Figure 4. Opinions sur les vaccins à ARN messagers, juillet-août 2023 (ICOVAC vague 1, N=4303).**

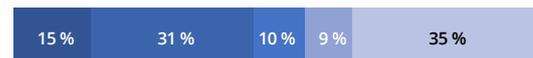
On ignore encore beaucoup de choses sur les effets indésirables à long terme des vaccins à ARN messenger.



L'ARN messenger est une technologie prometteuse pour la médecine de demain.



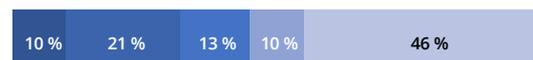
En cas de nouvelle épidémie, les vaccins à ARN messager seront très utiles.



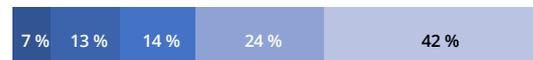
C'est grâce aux vaccins à ARN messenger que l'épidémie de Covid 19 a pu être contrôlée.



Les vaccins à ARN messenger ne sont pas de vrais vaccins, ce sont des thérapies géniques.



Les vaccins à ARN messenger modifient l'ADN des personnes vaccinées.



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord  
■ Pas du tout d'accord ■ Vous ne savez pas

**Ces vaccins suscitent aussi des réactions ambivalentes, qui ne se réduisent pas à un cumul de réponses « pour » ou « contre » :** ainsi, les personnes qui soulignent notre ignorance de leurs effets indésirables à long terme, qui les assimilent à des thérapies géniques ou pensent qu'ils modifient l'ARN messenger, ne sont pourtant pas moins enclines que les autres à juger que ces vaccins ont permis de contrôler l'épidémie de Covid-19 et qu'ils seront sans doute très utiles en cas de nouvelle épidémie.

Globalement, les femmes s'abstiennent plus souvent de trancher, tandis que les hommes adhèrent plus fréquemment aux assertions favorables aux vaccins à ARN messagers. Par exemple, 54 % des hommes sont d'accord pour dire qu'en cas de nouvelle épidémie ces vaccins seront très utiles, 17 % ne sont pas d'accord et 29 % ne se prononcent pas, contre respectivement 41 %, 20 % et 39 % des femmes. Les variations observées ici selon l'âge des enquêtés sont de faibles amplitudes. Toutefois les plus de 65 ans estiment plus souvent que les vaccins à ARN messagers ont permis de contrôler l'épidémie, qu'ils seront utiles si une nouvelle épidémie se déclare et que cette technologie est prometteuse pour la médecine, tandis que les âges intermédiaires soulignent davantage les inconnues relatives à leurs effets à long terme. Enfin, près d'un quart des 18-50 ans pense que ces vaccins modifient l'ADN, contre une sur dix au-delà de 65 ans.

En outre, **les cadres, les personnes les plus aisées et les plus diplômées soulignent plus volontiers les apports de ces vaccins** (contrôle de l'épidémie, utilité en cas de nouvelle épidémie, promesses pour la médecine de demain) . **En revanche, les opinions plus inquiétantes sont plus diffuses.** En effet, les avis sur les effets secondaires encore ignorés, l'assimilation à une thérapie génique et la modification de l'ADN varient peu, voire pas du tout selon ces catégories. Par exemple, les enquêtés diplômés de l'enseignement supérieur sont nettement plus enclins à juger que ces vaccins ont permis de contrôler l'épidémie de Covid-19 (49 %, contre 36 % du reste des enquêtés) et qu'ils seront très utiles en cas de nouvelle épidémie ( 55 %, contre 41 %), mais ils soulignent aussi souvent que les autres l'ignorance quant aux effets secondaires de long terme (62 %, avec ou sans diplôme du supérieur) et sont à peine moins nombreux à penser que ces vaccins modifient l'ADN (17 % contre 21 %).

## Le projet ICOVAC

Le projet ICOVAC (Impact de la COVID-19 sur la vaccination en France, ANRS 0344 ICOVAC-France / CAPNET) poursuit deux objectifs principaux : continuer à suivre et à documenter dans les prochaines années les enjeux vaccinaux autour de la Covid-19 ; étudier l'impact de cette crise sur les débats, les attitudes et les comportements à l'égard de la vaccination en général et d'autres vaccins existants ou à venir. Ce projet se déploie le long de quatre axes. Le premier axe réinvestit les enjeux vaccinaux contemporains en population générale. Le second est consacré aux mobilisations collectives et aux débats publics autour de ces enjeux, tandis que le troisième se focalise sur les professionnels de santé. Enfin, le quatrième axe réunit les actions qui visent à structurer la recherche en Sciences Humaines et Sociales (SHS) sur les enjeux vaccinaux : la création et l'animation du réseau shs&vaccination s'inscrivent dans cet axe.

Ce projet a été labellisée Priorité Nationale de Recherche par le Comité ad-hoc de pilotage national des essais thérapeutiques et autres recherches sur le COVID-19 (CAPNET).

Les auteurs remercient l'ANRS | Maladies infectieuses émergentes, le ministère de la Santé et de la Prévention et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour leur financement et leur soutien. »

### Pour nous contacter

jeremy.ward@inserm.fr  
patrick.peretti-watel@inserm.fr  
pierre.verger@inserm.fr



Impact de la  
COVID-19 sur  
la vaccination  
en France

## Enquête ICOVAC Vague 1

---

# Retour sur la crise sanitaire et la vaccination contre la Covid-19

ORS PACA - Septembre 2023  
Faculté des Sciences Médicales et Paramédicales  
27 Boulevard Jean Moulin,  
13385 Marseille Cedex 5

Tél. 04 91 32 48 00 | Courriel : [accueil@orspaca.org](mailto:accueil@orspaca.org)

[www.orspaca.org](http://www.orspaca.org)